Approvisionnements d'énergie

document qui a posé les jalons de la stratégie que devait adopter l'actuel ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Gillespie) dans le document plus récent qu'il a publié en 1976. Ces jalons ont permis au gouvernement de publier, quelques semaines après la crise du pétrole, une stratégie énergétique qui a en fait constitué une base, et une base très solide, jusqu'ici.

Je ne parlerai pas de la politique énergétique libérale et du rôle précis que joue le présent bill dans cette politique globale... je me rends compte que même si j'en parle encore une fois il y aura toujours des sceptiques pour dire que ce n'était pas une politique valable et ainsi de suite. Les conservateurs et de leurs partisans à l'extérieur de la Chambre, nous ont critiqués constamment et âprement en prétendant que nous n'avons pas de politique énergétique, que le Canada avait été pris de court et qu'il était dépourvu de programme logique et bien conçu pour s'adapter à la révolution dans le domaine énergétique.

On se serait attendu qu'après avoir constamment fustigé cette absence de politique, cinq ou six ans après la crise de pétrole provoquée par l'OPEP et environ trois ans après l'élection d'un nouveau chef, le parti conservateur aurait élaboré une politique énergétique. Que s'est-il produit, monsieur l'Orateur? Nous avons attendu et attendu et les conservateurs ont toujours été négatifs. Dans ce débat, ils ne savent dire que non, ils font de l'obstruction, ils traînent les pieds, ils essaient de faire obstacle, ou de ne rien faire. Pourtant, il fallait bien qu'un jour ou l'autre le chef de l'opposition finisse par proposer quelque chose. Il avait déjà posé les jalons de son action politique, vous vous en souviendrez, au cours de son célèbre tour du monde. Il a dit aux Japonais que les conservateurs leur échangeaient du pétrole contre des emplois. Puis, il est allé en Israël où il a promis la livraison de nos excédents pétroliers.

Il s'est ensuite rendu à Montréal le 6 mars. Après ses promesses aux Japonais et aux Israéliens, il a cru bon de promettre la même chose aux Montréalais. Plein d'une nouvelle énergie, le chef de l'opposition distribuait tous nos excédents pétroliers. Il échangeait du pétrole contre toutes sortes de denrées; des votes dans le cas de Montréal ou d'autres produits dans le cas d'Israël et du Japon.

L'ennui c'est que nous allions donner en échange quelque chose que nous n'avons pas. Nous n'avons pas d'excédents du tout. Nous n'avons pas trop de pétrole au Canada. Nous en manquons même. Grâce à la politique de notre gouvernement, le Canada ne dépendait plus que pour 29 p. 100 l'année dernière, du pétrole étranger, chiffre étonnamment faible alors qu'il en dépendait encore pour 50 p. 100 au début de la décennie. Toutefois, nous importons encore 29 p. 100 du pétrole que nous consommons.

Le chef de l'opposition officielle a promis de livrer à différents pays nos «excédents» d'énergie. Je rappelle que nous n'avons pas d'excédent de pétrole. Nous en avons manqué et nous en manquons encore. Et le gouvernement entend bien continuer dans la même voie qui lui a permis de diminuer de 50 à 29 p. 100 notre dépendance énergétique vis-à-vis de l'étranger. Toutefois, pour l'instant, nous ne pouvons pas échanger cet excédent contre d'autres denrées parce que, je le répète, nous n'avons pas d'excédents.

Néanmoins, après avoir fait ces déclarations sur l'énergie en Israël, au Japon puis à Montréal, le chef de l'opposition s'est

senti obligé d'expliquer un jour ou l'autre d'où proviendrait toute cette énergie. Il a fait un discours à Montréal, le 6 mars, dans lequel il a dit, et je cite:

Cette politique comprendra cinq éléments principaux.

Je répète, monsieur l'Orateur, qu'après avoir dit pendant des années que le gouvernement libéral n'avait pas de politique de l'énergie, il affirme que nous aurons enfin une politique de l'énergie qui sera cohérente, complète et satisfaisante, et elle comprendra cinq éléments. Je vais les lire dans l'ordre où il apparaissent dans le discours du chef de l'opposition, que j'ai en main:

Le premier élément est un programme d'économie. Notre objectif sera d'atteindre une croissance moyenne de la demande d'énergie de seulement 2 p. 100 par année.

Nous ne voyons pas comment il va s'y prendre. Il y a lieu de se demander, comme d'ailleurs le *Financial Times* l'a fait, quel effet une politique de croissance énergétique de 2 p. 100 par an, aura sur la croissance économique. Je cite le *Financial Times* du 12 mars:

Comment, par exemple, va-t-il réduire à 2 p. 100 par an la croissance de la demande d'énergie qui s'est maintenue dans le passé à 5.3 p. 100, parce que M. Clark a promis...

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Règlement.

M. Trudeau: Je continue la citation.

... parce que M. Clark a promis qu'un gouvernement progressiste conservateur réussirait à atteindre un taux moyen de croissance réelle d'au moins 5 p. 100 au cours des quatre premières années de son mandat. C'est là un objectif raisonnable, mais s'il faut se fier au passé, toute accélération de la croissance économique entraîne une hausse de la demande énergétique.

● (1700)

Voilà la première raison qui explique pourquoi on ne peut s'engager à faire plafonner l'accroissement de la demande à 2 p. 100 à moins de partir du principe que notre croissance économique sera très faible, voire nulle, et je puis dire aux députés et à tous les Canadiens que telle n'est pas l'intention du gouvernement.

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: Nous estimons que le gouvernement doit appliquer un programme de conservation, à telle enseigne que le premier article de foi de la politique conservatrice n'est rien d'autre que ce que nous prônons nous-mêmes depuis sept ou huit ans. Il faut faire l'apologie de la conservation. En fait, la politique que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources préconisait dans sa déclaration de 1976 fait une large place à la conservation. Et ses efforts ont été, comme les nôtres, couronnés de succès: la croissance de la demande énergétique qui était alors de 6 p. 100 par année n'est plus maintenant que de 3.5 p. 100.

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: Nous avons obtenu ces résultats grâce à des moyens que la Chambre connaît fort bien. Nous avons lancé la campagne d'information de la population la plus originale du monde; nous avons accordé des dégrèvements fiscaux pour encourager à économiser l'énergie; nous avons aboli la taxe de vente sur toutes sortes d'articles qui permettent de l'économiser; nous avons créé des normes à l'intention des fabricants de véhicules moteurs; nous avons accordé une aide financière aux propriétaires désireux d'isoler leurs maisons; mesures que l'opposition n'a pas toujours appuyées.